

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Hydrocarbures : la Caistab en guerre contre les saboteurs du mécanisme de péréquation

LE directeur général des Caisses de stabilisation et de péréquation (Caistab), Thierry Prosper Mboutsou, a conduit dernièrement une mission dans le Moyen-Ogooué, la Ngounié et le Woleu-Ntem. Derrière la destruction des points de vente au noir de carburants et l'inauguration du bureau-tampon de Bifoun, principal objet de ce déplacement, figurent en bonne place des stratégies que cette administration sous-tutelle du ministère de l'Économie, à travers son volet hydrocarbures peu connu du public, est en train de déployer pour continuer à assurer la pérennité du mécanisme de péréquation.

Olivier NDEMBI
Libreville/Gabon

À la tête d'une délégation de cadres et techniciens de cette administration, le directeur général des Caisses de stabilisation et de péréquation (Caistab), Thierry Prosper Mboutsou, a conduit dernièrement une mission dans les provinces du Moyen-Ogooué, de la Ngounié et du Woleu-Ntem. Il s'agissait, en réalité pour la direction générale, de renouer avec le terrain, afin de dissuader les trafiquants de carburants établis dans ces localités de continuer avec cette pratique qui menace gravement l'équilibre du mécanisme de péréquation. Une stratégie longtemps restée en veilleuse pour des raisons internes, et qui a donc fait le lit de la vente illicite de carburants frelatés le long des axes routiers, avec toutes les conséquences que ce phénomène cause aux vendeurs agréés (stations-service), aux moteurs des véhicules, à l'environnement et en termes de sécurité des populations avoisinant les sites d'implantation de ces commerces informels. "Ces points de vente illicites mettent en danger la sécurité des populations, parce qu'on a constaté, au village Tchad, avant

Fougamou, 50 fûts de 200 litres dans la forêt. Les trafiquants, qui semblaient avoir été alertés de notre arrivée, ont tout vidé avant de s'enfuir. Mais si vous multipliez 200 litres par 50, vous avez 10 000 litres, et donc une station complète à ciel ouvert ! On a constaté également que dans ces lieux-là, il y a des cours d'eau qui servent aux populations et qui sont totalement pollués", alerte le directeur de la Caisse des hydrocarbures, Dominique Mbengone Bidza. Mais comment des individus en viennent-ils à se constituer frauduleusement de tels stocks d'essence et de gasoil ? "Lorsque vous avez un mécanisme de péréquation qui consiste à accompagner les

Cette extension des magouilles autour des hydrocarbures, en passe de toucher l'ensemble des provinces, a été favorisée par la longue absence de l'administration sur le terrain.

entreprises et les ménages, il y a un certain nombre de stratégies qui doivent être mises en place. Vous avez, parmi les acteurs, certains qui ne veulent pas jouer franc-jeu. Dans le processus de distribution, les transporteurs occupent un rôle central, puisque ce sont eux qui sont sollicités pour prendre la marchandise d'un point à un autre. Il faut alors que ces transporteurs, qui sont des sociétés constituées, aient des employés (chauffeurs) qui comprennent les enjeux de leur travail. Or, plusieurs d'entre eux sont attirés par l'argent facile. Qu'est-ce qu'ils font ? Vous avez des sociétés industrielles comme la SEEG, Gabon Mining ou la Comilog qui consomment de gros volumes de carburants. Lorsque ces sociétés commandent du carburant, vous avez au dépôtage, des transporteurs et des réceptionnistes desdites sociétés qui ne jouent pas le jeu. Lorsque le dépôtage est fait, ils ne dépotent pas la totalité de la quantité commandée par la société. Et c'est le fond de la citerne qui est ventilée le long des grands axes routiers du pays, pour constituer des points de vente illicites de carburants", explique M. Mbengone. Concentré jusque-là sur l'axe



Photo : Esaïe NDILOROU / L'Union

Responsables de la Caistab et autorités provinciales du Moyen-Ogooué

Ndjolé-Mitzic-Oyem, le trafic de l'essence et du gasoil s'est étendu ces dernières années, tel un feu dévorant, à la province du Moyen-Ogooué où, selon les spécialistes, il serait devenu plus actif que dans le Woleu-Ntem. Avant d'embraser la Ngounié et, dans une moindre mesure, l'Estuaire, dans la zone de Four-Place-Ekouk, où sévit d'ailleurs une intense activité industrielle. Cette extension des magouilles autour des hydrocarbures, en passe de toucher l'ensemble des provinces, a été favorisée par la longue absence de l'administration sur le terrain. Ce que voudrait aujourd'hui corriger la Caistab, qui l'a d'ailleurs fait entendre à la faveur de sa dernière mission au cours de laquelle elle a détruit des installations appartenant à des trafiquants. De fait, la situation est telle que, pour assurer la survie du mécanisme de péréquation, il est nécessaire que cette entité se garde dorénavant de mener des actions sporadiques ou des

coups d'éclat auxquels l'administration a longtemps habitué les usagers. "Lorsque le trafic grandit de cette manière-là, il porte un coup au mécanisme de péréquation, parce que c'est nous qui prenons en charge le transport et la livraison. Et ces transport et livraison, c'est à la fois la distance et le volume. Si la distance de livraison est plus grande, les charges de remboursement du transport augmentent. De même, si le volume transporté est grand, la charge payée par la Caistab est aussi grande. Et donc s'il y a un trafic qui est fait sur le volume, cela veut dire qu'on payera plus au remboursement", relève, en effet, le directeur de la Caisse des hydrocarbures. Il faut donc agir contre la fraude en mettant en place un certain nombre de mécanismes. Et c'est justement ce à quoi s'attelle actuellement la Caistab, notamment à travers la mise en service d'un bureau-tampon à Bifoun (lire par ailleurs).

magazine.union@sonapresse.com



Pris sur un site de vente au noir du carburant.

De gros bonnets derrière la mafia ?



Photo: Olivier Ndembé

ON
Libreville/Gabon

À la Caistab, l'on n'affirme rien. Mais la crainte de voir quelques responsables administratifs impliqués dans le commerce illicite des hydrocarbures est réelle. "Quand on regarde le profil des tenanciers des sites, la plupart d'entre eux sont des expatriés. On ne peut pas imaginer qu'un Burkinabè ou un Malien qui vient d'arriver mobilise facilement les ressources nécessaires au fonctionnement du point de vente illicite", analyse Dominique Mbengone Bidza. En effet, entre les conditions

toutes aussi obscures d'obtention du site, la location d'un bull pour les travaux de terrassement de celui-ci, la construction d'une cabane et l'équipement en cubitainers et autres réservoirs pour le stockage des carburants, tout porte à penser qu'il y aurait de gros bonnets derrière la mafia. Et que les tenanciers ne seraient en réalité que de simples paravents chargés de gérer le business. Si tel est le cas, toute la question est alors de savoir combien de temps vont-ils encore pouvoir tenir ? La Caistab ayant ouvertement déclaré la guerre à ce trafic qui plombe aujourd'hui le mécanisme de péréquation.

Pourquoi un bureau tampon à Bifoun ?

ON
Libreville/Gabon

Il convient d'abord de relever qu'à travers son département des hydrocarbures, la Caistab est chargée d'encadrer les prix des produits pétroliers qui sont des biens stratégiques entrant dans le processus de production des entreprises, et dans la consommation courante des populations, notamment en ce qui concerne le gaz butane et le pétrole lampant. Concrètement, la caisse des hydrocarbures prend en charge les coûts de transport de ces biens sociaux, de sorte qu'à Libreville ou à l'intérieur du pays, le litre de carburant ou la bouteille de gaz soient vendus au même prix. Pour que cet objectif soit atteint, un certain nombre de stratégies doivent être mises en place. "Si vous prenez les carburants et le gaz à Owendo pour les distribuer à l'intérieur du pays, vous pou-

vez être confrontés à des cas de fraudes (...). On a constaté que certains chauffeurs ne quittaient même pas Libreville", renseigne M. Mbengone. Ces derniers auraient développé des réseaux de corruption avec certains agents Caistab exerçant à l'intérieur du pays. "Quand le chauffeur charge le gaz à Owendo, notre agent qui s'y trouve va attester de la sortie de ce produit destiné à la localité ayant passé commande. Mais en réalité, ces bouteilles de gaz sont ventilées dans les différents quartiers de Libreville. Et une fois que c'est fait, le petit malin contacte notre agent en service en province pour lui faire parvenir des enveloppes sous pli avec des bordereaux de contrôle qu'il doit viser et les lui renvoyer, moyennant un Airtelmoney. Notre agent corrompu valide les bordereaux qu'il retourne ensuite à son expéditeur, et ce dernier

vient tout bonnement se faire rembourser par nos services (...). Et nous essayons donc d'encadrer tous ces processus pour qu'à la fin, le consommateur final pour qui les produits sont chargés et commandés à Libreville, puisse effectivement les recevoir dans les conditions de sécurité nécessaire". Stratégiquement, Bifoun est le grand carrefour entre l'Estuaire, le Nord, le centre et le sud. Désormais, pour se faire rembourser, les transporteurs doivent obligatoirement avoir le cachet du bureau tampon qui y a été érigé. Ce qui, de l'avis du responsable des hydrocarbures, les oblige à se déplacer. "On n'est pas naïfs : il y a toujours une possibilité de corrompre nos agents à Bifoun, mais au moins la chaîne de corruption sera plus grande et sa marge réduite. Notre objectif, aller plus loin. Dans la stratégie que nous avons proposée à la



Photo: J.F. Marola

direction générale, qui l'a d'ailleurs validée, c'est d'investir dans les GPS et les placer sur tous les camions de transport de gaz. Actuellement, tous les camions-citernes qui circulent en sont déjà équipés. Il faut également qu'on place les GPS sur les camions de transport de gaz, de sorte que lorsqu'on entre dans notre plateforme comme on le fait pour les autres, on soit sûr que le camion

est parti de Libreville pour la localité destinataire". Comme les GPS exigent de gros moyens, le bureau tampon constitue la solution transitoire. Il obligerait les camions transportant du gaz à passer par là pour y requérir le cachet. Ensuite, ils poursuivront leur route jusqu'à la destination de livraison où ils recueilleront le cachet de la localité.